

SERVICE DE COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Albi, le 8 DEC. 2017

Bureau de l'environnement
et des affaires foncières

Affaire suivie par : Denis Bourgeois
Tél.: 05 63 45 61 89
Courriel : denis.bourgeois@tarn.gouv.fr

Le préfet

à

Monsieur le maire de Saïx

Reçu le
13 DEC. 2017
MAIRIE DE SAÏX

OBJET : Preuve de dépôt concernant une déclaration initiale d'une installation classée
P.J. : 1

Vous trouverez ci-joint la preuve de dépôt d'une déclaration initiale d'une installation classée concernant la "SAS Jougla et fils" dont le siège social est - 66 route de Sémalens 81710 Saïx - pour les rubriques suivantes :

- rubrique 2515 - Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels "1- c supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW";
- rubrique 2517 - Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques " 3 supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²".

Vous voudrez bien déposer ce document aux archives de la mairie et le tenir à la disposition de toute personne qui en ferait la demande.

Pour le préfet et par délégation,
le chef de bureau,


William LEFEBRE

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

Société JOUGLA et Fils
66 rte de Sémalens
Lieu dit le Fraysse
81710 Saix

Départements concernés : **TARN**

Communes concernées : **Saix**

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : **NON**
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**
- une installation classée relevant du régime de déclaration : **OUI**

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : **NON**

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro et désignation de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2515 Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels - 1-c. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	200	kw	d
2517 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques - 3. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	10 000	m ²	d

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : 24 NOVEMBRE 2017.....

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : ☒ NON

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

DEMANDES D'AUTORISATION PRESENTEES PAR LA

- SABEL

- S. A. R. L. JOUGLA

+++++

Ces sociétés ont déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploitation de carrières sur le territoire des communes de SAIX et de CAMBONNET.

Le Conseil Municipal étant amené à donner son avis dans le cadre de la procédure d'autorisation a reçu les dossiers de ces deux Sociétés.

- SOCIETE SABEL.

Le Conseil Municipal remarque que le dossier constitué par cette Société est incomplet et imprécis sur plusieurs points :

- le droit de propriété n'est pas précisé.

A la connaissance du Conseil certaines des parcelles mentionnées n'appartenaient pas aux Etablissements JAMES.

- le projet ne donne aucune précision sur le mode d'exploitation prévu ; le Conseil tient à dire, à la lumière de l'expérience, qu'il lui paraît que l'autorisation doit être subordonnée aux conditions minimum suivantes :

1°) Que toutes précisions soient données par la SABEL avec pièces justificatives à l'appui sur son droit de propriété ou d'exploitation ainsi que sur la zone d'exploitation prévue.

extens. ou

A propos de cette zone le Conseil fait toutes réserves compte tenu de la mise en révision du plan d'occupation des sols ;

2°) Un fossé le long de la route nationale ne semble pas a priori avoir été réalisé dans les normes.

Il appartiendrait aux Ponts et Chaussées de le réceptionner.

3°) La SABEL doit prendre l'engagement et le tenir de n'écouler le long du chemin vicinal de SEMALENS à VIVIERS aucune eau usée et en particulier des eaux polluées contenant de l'huile ou du fuel.

.../...

4*) L'écoulement de l'eau de la centrale doit être canalisé le long de la parcelle 1 142, le fossé mère venant de VIVIERS et aboutissant au SOR doit être scrupuleusement entretenu.

Il apparaît dans un cadre général particulièrement souhaitable que le ruisseau naturel tel qu'il existait soit reconstitué, l'écoulement se faisant à l'heure actuelle presque exclusivement sur CAMBOUNET ce qui occasionne des débordements fréquents ;

5*) La remise en état apparaît nécessaire non seulement sur les parcelles 1036 et 1037, mais aussi sur les parcelles 1157, 1158, 1161, 1162, 1165, LL66, et 1167 ;

6*) Au-delà des engagements de principe le Conseil Municipal désire que l'exploitation soit faite selon les normes prévues par l'Administration des Mines et que cette administration exerce un contrôle permanent.

S. A. R. L. JOUGLA.

Le Conseil Municipal constate que le dossier qui lui est présenté est clair et complet; donne l'avis favorable à la demande présentée par la S. A. R. L. JOUGLA.

Il demande toutefois que cette Société prenne l'engagement de ne véhiculer que des sables auparavant essorés .